

Une bonne année 2011

L'année 2011 est marquée par la création du bassin laitier Grand Ouest, la suspension des cotations des gros bovins pendant un mois, une crise nationale concombre-tomate et une météo contrariante. La situation se révèle très satisfaisante pour le secteur laitier et plutôt favorable pour les porcs et les gros bovins, mais le prix de l'aliment est au plus haut. La conjoncture légumière apparaît morose.

Très bonne conjoncture laitière

Depuis le printemps 2010, le secteur laitier profite d'une conjoncture favorable, avec un prix du lait chaque mois supérieur à celui d'un an plus tôt, et des volumes produits en hausse.

Sur l'année 2011, le prix du lait payé aux producteurs bretons atteint en moyenne 340 €/1000 l, soit +8,5 % sur 2010 et +12 % sur la moyenne 2006-2010. L'augmentation des prix industriels (beurre et poudre de lait), entamée en octobre 2009, continue d'être répercutee sur le prix du lait, avec environ six mois de décalage. Au dernier trimestre 2011, l'avance du prix du lait sur celui des années précédentes s'atténue.

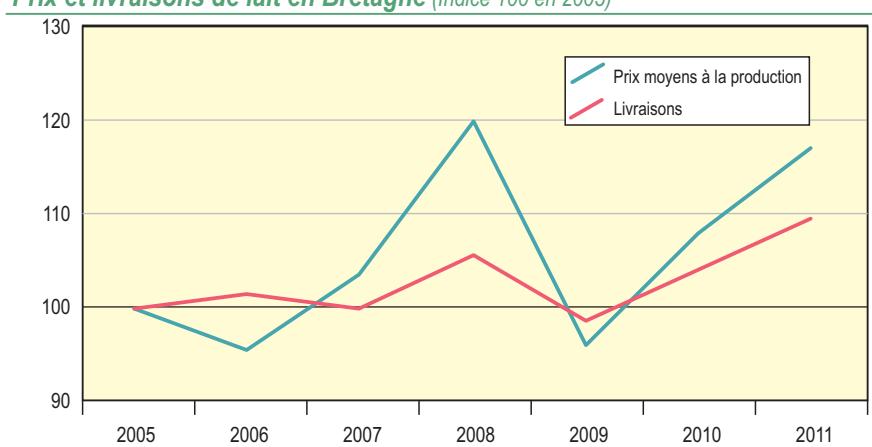
Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2011 progressent de 5,3 % sur 2010 et de 7,8 % sur 2006-2010. Au printemps 2011, la hausse de la collecte de lait est cependant ralentie par la sécheresse.

Puis l'été pluvieux qui suit est propice à la repousse de l'herbe. Ce constat, allié à une plus grande utilisation de concentré, permet aux éleveurs d'accélérer leur production, dans un contexte de prix du lait et de demande très favorables. A l'automne, la croissance de la collecte ralentit, certains éleveurs ayant vraisemblablement choisi de freiner leur production afin de ne pas risquer un dépassement des quotas. Depuis début décembre, les producteurs sont autorisés, pour la fin de campagne, à dépasser de 2 % les quotas, sans pénalité.

Du mieux en fin d'année pour le porc

En 2011, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne s'élève à 1,125 million de tonnes pour 14 millions de têtes. Il se stabilise au niveau de 2010 et dépasse un peu la moyenne quinquennale.

Prix et livraisons de lait en Bretagne (indice 100 en 2005)



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laiteries

Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit, en moyenne annuelle, à 1,31 €/kg. Il gagne 14 % sur le prix de l'an passé, et 11 % sur la moyenne quinquennale. En janvier, la dynamique du marché français et européen est cassée par l'effondrement des prix en Allemagne (alerte sanitaire à la dioxine). La Commission européenne met en place des mesures de stockage privé, aboutissant à une reprise des cours européens en février. En mars, malgré un manque de compétitivité

Création du bassin laitier Grand Ouest

Un décret paru en mars 2011 au Journal Officiel instaure la création de 9 bassins laitiers en France, dont le bassin Grand Ouest, qui comprend les départements de Bretagne et des Pays de la Loire, hors Vendée. Les comités de bassins ainsi créés, nouvelles instances de concertation entre partenaires de la filière laitière et pouvoirs publics, traitent des questions sur la production du lait, la gestion des quotas...

Depuis le 1^{er} avril 2011, les industriels laitiers ont l'obligation de proposer un contrat aux producteurs. Certaines entreprises préfèrent attendre le décret sur la reconnaissance des organisations de producteurs (OP), avant de négocier collectivement et non plus individuellement avec l'éleveur, les conditions de livraison du lait. Les OP devront permettre aux producteurs laitiers, regroupés en organisation collective, de négocier prix et volumes face aux entreprises, sans pour autant enfreindre le droit de la concurrence européen.

à l'export, le marché est stable grâce à une bonne fluidité intérieure. L'écoulement régional est favorisé par la signature d'un accord interprofessionnel national confortant le logo VPF (Viande de Porc Française). Après une embellie en avril, liée à une excellente fluidité du marché intérieur, le cours baisse progressivement en mai, en raison d'un afflux d'offre européenne (accentué par les sorties de stockage privé) et d'une demande européenne insuffisante. En juin, la consommation est limitée par une météo maussade et les 2 jours fériés réduisent l'activité d'abattage et reportent toute éventuelle reprise. A partir de septembre, l'évolution habituellement à la baisse des cours est inversée. Une demande très soutenue des pays tiers entraîne une progression des cours. Le maximum de l'année est enregistré début novembre (1,45 €/kg). Cependant, en raison de hausses plus modérées dans les autres bassins européens, de difficultés de valorisation des pièces sur le marché intérieur et d'un arrêt des exportations mi-décembre, la courbe des cours repart à la baisse en fin d'année.

Les exportations françaises de viande porcine sont en hausse de 2,1 % par rapport à 2010. Elles diminuent vers l'Union européenne alors qu'elles augmentent vers les pays tiers, notamment l'Asie du Nord.

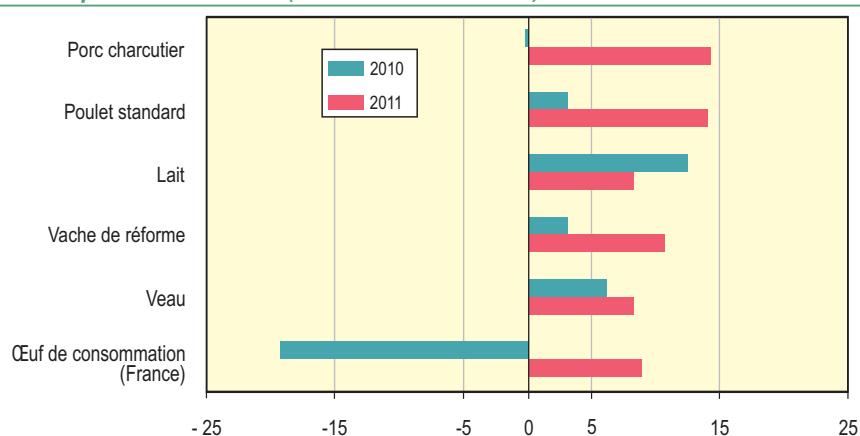
Le coût des aliments pour porcins se révèle le plus élevé de la décennie. estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse de 35 % celui de 2010. En août 2010, il avait entamé son envolée, suite à la flambée du prix des céréales. Ce coût est cependant en légère baisse depuis juin 2011, en lien avec la diminution du prix des céréales.

Au final, sur l'année, l'évolution du prix du porc, + 0,16 €/kg, est dépassée par celle du coût de l'aliment : environ + 0,25 €/kg de carcasse. Au dernier trimestre cependant, l'écart s'inverse, permettant aux producteurs de gagner en rentabilité.

Volume et prix en hausse pour le poulet

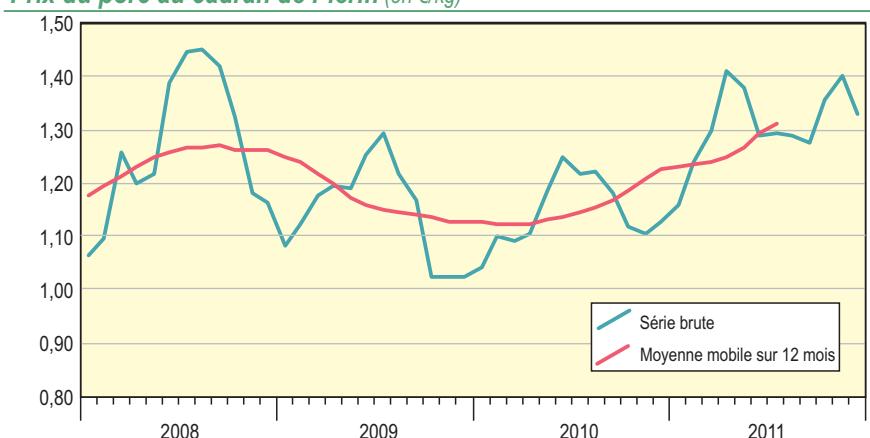
Pour la deuxième année consécutive, le volume de poulets abattus en Bretagne, dépasse le niveau de 2005, situé avant la crise de la grippe aviaire. Les abattages sont supérieurs de 7,8 %, en poids, à ceux de 2010, et progressent de 18 % sur 2006-2010. Les exportations françaises de viande de poulet, provenant en grande partie de Bretagne, augmentent fortement (+ 11,5 %), notam-

Prix des produits animaux (variations annuelles en %)



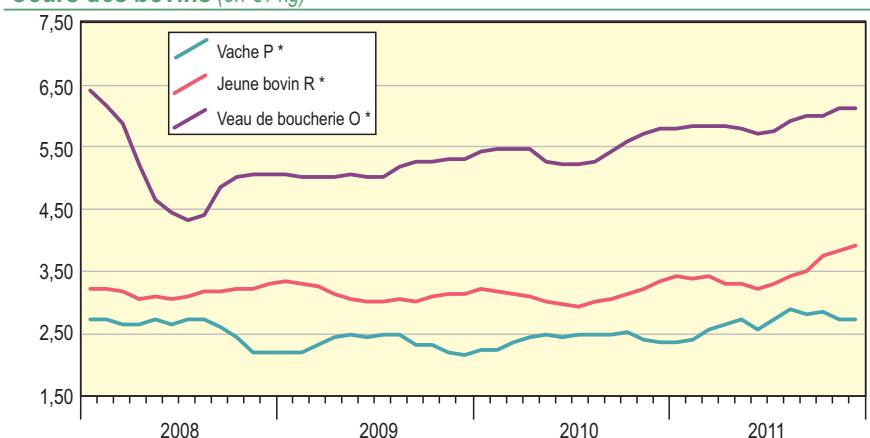
Source : Agreste - Office de l'élevage - Marché au cadran de Plérin

Prix du porc au cadran de Plérin (en €/kg)



Source : Marché au cadran de Plérin

Cours des bovins (en € / kg)



* Catégorie selon la grille communautaire de classement des carcasses de bovins (6 classes de conformation : S, E, U, O, R et P). Exemple : la vache P est la vache de réforme.

Source : Office de l'élevage

ment vers l'Arabie Saoudite, l'UE, la Chine, la Russie. La consommation de poulet en France est également en hausse (+ 3,3 % sur un an), en particulier au dernier trimestre.

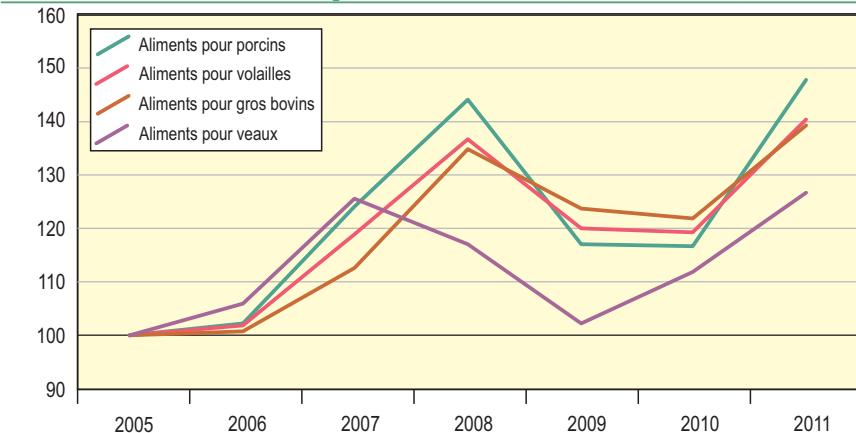
En 2011, les abattages de dinde poursuivent leur recul : - 1,3 % en poids sur 2010 et - 12,7 % sur 2006-2010. Les exportations françaises diminuent (- 5 % sur un an). L'é-

volution de la consommation en France est, comme en 2010, légèrement positive.

Le coût des aliments pour volailles atteint son plus haut niveau depuis 2005. Selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 17 % celui de 2010, ainsi que la moyenne quinquennale. Le coût

Agriculture

Coûts des aliments en Bretagne, selon l'IPAMPA (Indice 100 en 2005)



Source : Agreste - Insee

grimpé d'un mois sur l'autre, au cours du premier semestre, puis diminue à partir de juillet 2011. Dans la filière intégrée, l'évolution du coût de l'aliment influence les prix des marchés tout au long de l'année. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 15 % sur 2010 et de 11 % sur 2006-2010. Il s'affiche à 2,23 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis, à 5,2 €/kg, est très supérieur à celui d'un an plus tôt (+ 24 %).

Le secteur de l'œuf de consommation voit ses prix fortement remonter (+ 9 % en France). Mais la production diminue. Le nombre d'œufs de consommation des élevages professionnels produits en Bretagne se réduit de 9,7 % entre 2010 et 2011. Les mises en place de poulettes de ponte se replient, en effet, en lien avec la directive de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter de 2012. L'enquête sur l'aviculture en 2008 en Bretagne avait révélé que près de la moitié des bâtiments ne répondent pas aux normes 2012.

Gros bovins : des prix élevés

L'activité d'abattage de gros bovins en Bretagne demeure très soutenue en 2011. Le total des abattages atteint 265 000 tonnes, soit 4,4 % de plus qu'en 2010 et 11,7 % de plus que la moyenne 2006-2010. L'augmentation sur un an provient, avant tout, de celle des vaches de réforme (+ 7,5 %), avec un pic d'abattage en mai, en raison du manque de fourrage dû à la sécheresse. Les abattages de taillons s'accroissent également (+ 4,4 %), mais diminuent au dernier trimestre, en raison d'une augmentation des exportations nationales en vifs vers la Turquie et le Proche-Orient. Parallèlement, excepté au dernier trimestre, les exportations nationales de viande bovine progressent, à la fois vers les pays tiers (Turquie) et

le marché européen.

Le prix annuel moyen de la vache de réforme atteint 2,66 €/kg. Il gagne 10,8 % sur celui de 2010 et 6,5 % sur 2006-2010. Les cours des autres gros bovins s'accroissent également. Durant le printemps, cependant, l'abondance de l'offre liée aux conditions climatiques provoque un effondrement des cours en France. La commission des cotations de Bretagne décide alors de suspendre les cotations pendant un mois, par solidarité avec les autres régions. Au second semestre, le niveau des cours est élevé, grâce notamment à une demande extérieure soutenue et à un manque de disponibilités dans les élevages.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins est le plus élevé depuis 2005. Selon l'IPAMPA, il s'accroît de 14 % sur un an, avec un ralentissement à partir de juillet. A l'automne, l'écart s'atténue, comparé au coût particulièrement élevé du dernier trimestre 2010.

Les abattages de veaux de boucherie sont inférieurs de 5 % à ceux de 2010, et de 10 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne cesse de diminuer, atteignant 69 000 tonnes en 2011. Ce faible volume d'abattage permet de maintenir le prix du veau à un niveau élevé. Il atteint 5,9 €/kg en moyenne annuelle, soit 8,4 % de plus que l'an passé et 9,6 % de plus que le prix moyen quinquennal.

Légumes contrariés par la météo

En 2011, la production de choux-fleurs s'accroît (+ 23 % sur 2010 et + 7 % sur la moyenne 2006-2010) et les prix reculent (respectivement - 39 % et - 18 %), pour at-

teindre 0,42 €/tête, stade production. Au premier trimestre, l'offre est précoce et abondante, le marché dynamique et fluide, avec des cours cependant en baisse. Au printemps, la production diminue, et les prix se maintiennent à un niveau élevé en mai, grâce aux besoins européens persistants (frais et surgelé). L'offre de choux-fleurs d'automne s'accroît en raison de la grande douceur météorologique. Le marché se retrouve durablement engorgé, faisant chuter les prix.

La conjoncture se révèle très mauvaise pour les tomates, qui sont mal valorisées. Le prix moyen des tomates en grappe, à 1 €/kg, stade expédition, est plus faible de 26 % à celui de 2010, face à une offre annuelle supérieure à celle de l'an passé. En raison du manque de luminosité, le démarrage de la campagne se fait avec une dizaine de jours de retard, sur un marché déjà encombré. L'offre progresse au printemps grâce à l'ensoleillement, mais les cours chutent sur un marché très concurrentiel. En juin, la tomate est déclarée en crise nationale, suite notamment aux effets de l'épidémie « Escherichia coli ». Après la découverte de cette bactérie en Allemagne, le concombre espagnol est d'abord tenu responsable. Le concombre français est alors touché, de même que les autres légumes frais. La crise sanitaire affecte ainsi la tomate, moins en raison d'une baisse de la consommation, qu'en raison de la fermeture des frontières des pays européens et de la Russie. S'ensuit un été frais et pluvieux, qui ralentit la consommation, entraînant même des invendus. Au dernier trimestre, le marché abondant fait reculer les prix.

Comparés à 2010, l'offre de poireau s'accroît de 6,7 % et le prix moyen, à 0,49 €/kg, recule de 41 % (respectivement + 34 % et - 28 % sur 2006-2010). La production d'hiver est particulièrement élevée dans la région Malouine, le poireau ayant pris le relais du chou-fleur, dont la récolte est quasiment terminée. Mais la demande est ralentie par la douceur des températures, au premier trimestre, comme au dernier.

La conjoncture 2011 est très moyenne pour les artichauts. L'offre annuelle baisse (- 27 % sur 2010 et - 14 % sur 2006-2010). Le prix de l'artichaut camus, à 0,49 €/kg, s'accroît de 33 % en un an et faiblit légèrement comparé à la moyenne quinquennale. L'avance de récolte se retrouve tout au long de la campagne et pénalise les récoltes de l'été. La campagne s'étire jusque fin décembre en raison des températures élevées.

La production de pommes de terre primeurs poursuit son recul sur 2006-2010 (- 27 %) et les prix, à 0,37 €/kg, n'augmentent que de 11 %.

La conjoncture est décevante pour les endives. En début d'année, la météo favorise la production, mais réduit la consommation, malgré des prix bas. En septembre, la nouvelle campagne démarre mieux, mais le marché se dégrade en décembre.

Concernant les légumes industriels, les productions récoltées en petits pois augmentent en 2011, grâce aux bonnes conditions climatiques à partir de juin, qui améliorent les rendements. L'accroissement de la production d'haricots verts est freiné par des rendements impactés par une maladie à partir de septembre. Les productions diminuent pour les haricots à écosser et demi-secs, à cause d'une forte baisse des surfaces.

Bons rendements des céréales

En 2011, grâce aux bons rendements, les productions céréalier bretonnes s'accroissent : + 4,8 % sur 2010 et + 5,4 % sur la moyenne quinquennale.

La sole céréalière se réduit de 0,4 % sur un an. Les surfaces diminuent en orge, avoine et maïs grain, mais progressent en blé et triticale. Avec 298 000 ha, cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (129 400 ha), de l'orge (69 500 ha) et du triticale (52 300 ha).

L'année culturelle se déroule dans des conditions météorologiques et agronomiques très bonnes, mais particulières. Les céréales à paille sont semées plus tôt qu'habituellement. L'état très satisfaisant des cultures d'hiver ne nécessite pas de compensation par des cultures de printemps. La faible pluviométrie de février à mai favorise un bon état sanitaire des plantes. Les cultures sont en avance, grâce aux fortes températures printanières. Les premières moissons démarrent plus tôt qu'habituellement. Puis elles sont fortement ralenties par les pluies de mi-juillet à mi-août. Au final, les rendements moyens de la région sont meilleurs que ceux de 2010 : + 1,2 % pour l'ensemble des céréales à paille et + 18 % pour le maïs grain. Comparés à la moyenne des cinq dernières années, les rendements de 2011 gagnent 5,7 q/ha pour le triticale, 2,2 q/ha pour le blé, 0,8 q/ha pour l'orge et 11,2 q/ha pour le maïs grain.

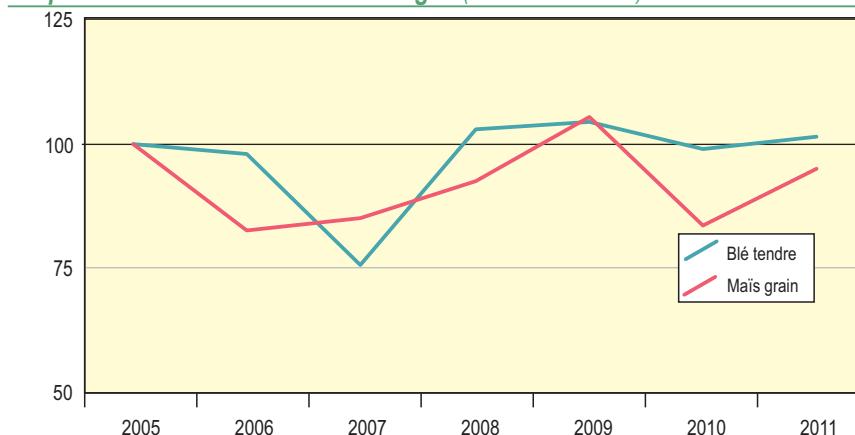
Les principales productions bretonnes en 2011

	Bretagne 2010	Bretagne 2011 (sd)	Évolution 2011(sd) / 2010 (en %)	Part Bretagne / France 2011 (en %)
Productions végétales (en tonnes)				
Blé	2 080 055	2 134 215	2,6	6
Maïs grain	1 057 112	1 199 033	13,4	8
Orge	490 460	447 377	- 8,8	5
Triticale	308 461	347 947	12,8	18
Autres céréales	90 554	89 800	- 0,8	3
Oléagineux	120 696	143 989	19,3	2
Maïs fourrage	3 272 684	4 231 948	29,3	23
Choux-fleurs	282 480	266 425	- 5,7	81
Tomates	221 118	228 056	3,1	28
Lait (en millions de litres)				
Livrailles à l'industrie	4 909	5 162	5,2	21
Activité dans les abattoirs (en tonnes)				
Bovins - 12 mois	73 099	69 207	- 5,3	31
Veaux	72 869	68 934	- 5,4	36
Gros bovins	254 929	265 222	4,0	20
Porcs	1 151 695	1 150 741	- 0,1	58
Gallus	365 031	393 473	7,8	37
Dindes	174 844	172 588	- 1,3	45
Production d'œufs des élevages professionnels (en milliers)				
Œufs de consommation	5 591 672	5 049 840	- 9,7	43

sd : semi définitif

Source : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle, Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

La production de céréales en Bretagne (Indice 100 en 2005)



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

La superficie en oléagineux s'accroît nettement (+ 9 %), sans atteindre pour autant la moyenne quinquennale (- 1,1 %). Elle passe à 36 500 ha. Les rendements s'accroissent de 9 % sur un an, et de 22 % sur 2006-2010 (+ 6,6 q/ha pour le colza). La production annuelle d'oléagineux dépasse alors de 19 % celle de 2010 et de 21 % la moyenne quinquennale.

En 2011, avec 7 700 ha, les surfaces en protéagineux se rapprochent de la moyenne quinquennale. En 2010, elles avaient fait un bond grâce aux incitations financières de la Politique Agricole Commune en faveur de l'autonomie en protéine.

Après leur envolée lors de la campagne précédente, les cours céréaliers et oléagineux diminuent comparés à 2010, mais restent très élevés. Ils reculent toutefois en octobre, par rapport au mois précédent, en lien avec la reprise des exportations des pays de la mer Noire et le ralentissement de l'économie mondiale. En Bretagne, selon l'enquête FranceAgriMer auprès des collecteurs, le prix de base des céréales à paille augmente, par rapport aux moyennes quinquennales, de 20 % pour le blé, de 18 % pour l'orge, de 15 % pour le triticale et même de 30 % pour l'avoine. Le cours du maïs grain gagne 0,8 % sur 2006-2010.

■ Linda Deschamps - DRAAF